

Déclaration de la 3ème Assemblée internationale de la jeunesse de la Via Campesina

(8 et 9 Juin 2013 - Jakarta, Indonésie)Nous sommes de jeunes paysans, membres de la Via Campesina, des personnes ayant des cultures et des langues différentes, venant de plus de soixante-dix pays de tous les continents, nous sommes à Jakarta, en Indonésie, pour célébrer la troisième Assemblée Internationale de la Jeunesse et le 20 e anniversaire de la Via Campesina.

En tant que jeunes paysans, nous sommes le présent et l'avenir de l'agriculture durable, qui peut nourrir le monde et rafraîchir la Terre Mère. Après avoir analysé et réfléchi de manière générale sur la situation politique et économique mondiale, nous tenons à exprimer notre profonde préoccupation au sujet de la crise actuelle du développement, qui est à l'origine du fait que de nombreuses communautés pauvres et marginalisées se voient expropriés de leur territoire, des terres, de l'eau et des ressources de la forêt, desquels elles dépendent pour subsister. Il y a eu une augmentation du nombre de déplacements forcés et d'expulsions de jeunes paysans, de la faim et de la pauvreté.

Pour cette raison, pour restaurer la dignité des paysans et de l'agriculture elle-même, et pour encourager un concept holistique de la souveraineté alimentaire à travers l'agro-écologie, nous, jeunes paysans, nous continuerons à lutter contre:

- Le néolibéralisme, le capitalisme et l'impérialisme, qui divisent les peuples et les empêcher de s'unir pour se rebeller, alors que leur souveraineté en tant que peuples et nations est peu à peu détruite. Un patriarcat qui opprime les femmes et l'indépendance des jeunes.
- L'agriculture industrielle et l'accaparement des terres dirigés par les multinationales et les gouvernements locaux et nationaux, qui détruit les modes de vie et le patrimoine culturel des paysans, provoquant également le déplacement forcé des jeunes paysans dans les zones rurales.
- Tous les types d'accords de libre-échange (ALE), y compris les accords transnationaux de partenariat (ATP), les accords d'association économique et les politiques agricoles imposées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Ces accords détruisent la base agricole qui fournit la sécurité alimentaire et une nourriture saine et culturellement appropriée aux collectivités locales et violent le droit des peuples à planifier et à contrôler leurs propres systèmes alimentaires.
- Les Organismes Génétiquement modifiés (OGM) et les brevets sur les semences, les espèces et la diversité biologique.
- La privatisation des biens naturels tels que le territoire, les terres, le bois et l'eau, qui provoque le déplacement forcé des paysans et des peuples originaux et met en péril leurs moyens de subsistance.

Nous exigeons que les Etats et les gouvernements reconnaissent, respectent et régulent la souveraineté alimentaire dans les constitutions de tous les pays comme un droit humain fondamental. Nous exigeons également que les organisations et les autorités qui sont impliquées et sont responsables de prendre les mesures suivantes:

- Mettre la souveraineté alimentaire en pratique par la mise en œuvre d'une réforme agraire holistique, d'une réforme agroécologique à grande échelle dans le domaine de la pêche et de la sylviculture, de garantir l'égalité d'accès aux biens naturels pour les jeunes, notamment les jeunes femmes.
- Mettre fin à l'accaparement des terres et la conversion au nom du développement suivant le modèle de «l'économie verte» de la production agro-alimentaire, et la production de biocarburants et de monocultures qui sont les causes structurelles du changement climatique et de la crise énergétique.
- Protéger et promouvoir les semences traditionnelles et le savoir et la sagesse de nos communautés paysannes.
- Promouvoir un modèle qui favorise les gens, dirigé par des paysans et en conformité avec le modèle agro-écologique et autochtone.
- Assurer l'accès aux marchés pour les pauvres et les personnes marginalisées, à un prix équitable, pour leurs produits, en gardant l'OMC à l'écart de l'agriculture.
- Veiller à ce que les jeunes aient accès à un avenir sûr, tant dans les zones urbaines que rurales, en promouvant également des possibilités d'emploi durable pour les jeunes afin de réduire la migration vers les zones urbaines.
- Mettre un terme à la criminalisation de la protestation, la répression des mouvements sociaux, le meurtre et l'extermination des jeunes paysans, tout en respectant les droits de l'homme et ceux qui les défendent. Ils doivent aussi condamner la militarisation, qui aggrave les conditions de vie des pauvres dans nos régions, et établir un système d'éducation qui prend en charge les jeunes qui veulent devenir paysans.
- Consacrer une plus grande part du budget aux secteurs agricoles pour soutenir les jeunes dans la production, à l'éducation et à l'accès à la technologie dans les zones rurales.
- Offrir un espace de représentation des jeunes dans le domaine du leadership et créer un environnement propice à l'autonomisation et au soutien, afin qu'ils puissent montrer que les jeunes peuvent apporter des changements dans l'agriculture.

En plus de ces exigences, nous prenons également les engagements suivants:

- Nous allons créer une solidarité entre les régions qui mettent en pratique des modèles alternatifs en opposition au modèle néolibéral, en conformité avec les principes de complémentarité et de coopération pour surmonter les inégalités sociales.
- Nous allons mettre en place un groupe politique accessible aux jeunes et une formation pratique sur l'agriculture

paysanne et écologique.

- Nous allons promouvoir la communication entre les jeunes de différentes organisations et la création et le renforcement des réseaux de communication alternatifs politiques, créatifs et transformateurs.
- Nous allons renforcer la coordination des activités des jeunes au niveau régional et mondial.
- Participation politique, formation des jeunes dans les organisations, pour leur donner de l'importance.
- Nous allons coordonner les alliances et les relations politiques, sociales et culturelles entre les jeunes des zones rurales et urbaines partout dans le monde pour le changement social et la transformation.
- Nous allons créer et renforcer des espaces de formation politique et technique dans le domaine de la production agro-écologique et des marchés locaux avec la justice sociale.
- Nous allons faire preuve de solidarité avec tous les peuples impliqués dans la résistance et la lutte pour le droit à la vie et leur liberté partout dans le monde.

La jeunesse de la Via Campesina va se battre pour la souveraineté alimentaire!